



ORGANISATION DE LA CONFÉRENCE ISLAMIQUE
CENTRE DE RECHERCHES STATISTIQUES, ÉCONOMIQUES ET
SOCIALES ET DE FORMATION POUR LES PAYS ISLAMIQUES



RAPPORTS DU SESRIC SUR LA CRISE FINANCIERE GLOBALE DE 2008-2009

juin 2009

Attar Sokak No: 4, 06700 GOP, Ankara, TURQUIE
Tel: +90-312-468 6172 (4 lignes) Fax: +90-312-468 5726
E - poste: oicankara@sesric.org Web: www.sesric.org

FINANCES ET SYSTÈME BANCAIRE ISLAMIQUES : UNE ALTERNATIVE POTENTIELLE AU LENDEMAIN DE LA CRISE FINANCIÈRE GLOBALE COURANTE

(Partie I)

Rapport Mensuel du SESRIC, juin 2009

Introduction de Base

Comme plusieurs crises financières et économiques globales précédentes lors des quatre dernières décennies, la crise financière globale courante a prouvé de nouveau l'échec de l'architecture financière globale actuelle ce qui est principalement basé sur le système bancaire conventionnel comme élément clé. Le système financier global s'est avéré inefficace pour traiter la structure complexe du mécanisme conventionnel d'opérations bancaires qui, avec la prise de risques excessive, a mené à la crise secondaire-principale récente d'hypothèque aux États-Unis et, alternativement, au craquement de crédit qui se sont transformés sous forme de crise financière globale continue. La crise financière globale courante s'est donc avérée être une crise de « confiance » dans le système financier global actuel.

À la lumière de beaucoup d'inquiétudes qui ont été récemment soulevées par l'efficacité du système de Bretton Woods et de ses établissements importants comme le FMI et la Banque Mondiale, quelques avis se sont concentrés sur le besoin de modernisation pressante et la reformation du système financier global d'une manière qui pourrait avoir empêché la crise. Les soucis en ce qui



concerne l'établissement de la nouvelle architecture financière réclament également le fait d'impliquer les pays naissants et en développement importants dans le processus décisionnel global. Ceci implique que les clubs économiques des pays industrialisés comme le Groupe des Huit (G8) ne peuvent pas traiter effectivement les questions économiques et financières globales dans l'absence de la coordination

étroite et la collaboration avec le monde en développement.

En effet, il semble raisonnable pour n'importe quelle organisation avec le mandat pour surveiller l'économie globale afin d'inclure des représentants de toutes les économies importantes. Dans ce contexte, il vaut mieux mentionner que dans ses vues sur la faiblesse du système financier global courant, Robert Zoellick, Président de la Banque Mondiale, a argué du fait que les organisations internationales qui ont exclu des pays tels que la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Arabie Saoudite, l'Afrique du Sud et la Russie étaient périmés.

Comme dans le cas des crises financières précédentes, plusieurs voix ont blâmé les pratiques en matière d'opérations bancaires conventionnelles d'être à la racine de la crise courante. La grande panique dans la crainte de l'effondrement du système financier mondial a immédiatement mené à la recherche ambitieuse des plans de délivrance des banques. La crise financière courante a élevé quelques voix qui réclament la révision d'autres systèmes financiers alternatifs. Parmi ces solutions de rechange, les finances et le système bancaire Islamiques ont été discutés en grande partie, en particulier dans plusieurs pays en développement, y compris les Membres de l'OCI.



Aujourd'hui, plusieurs personnes viennent pour arguer du fait que la crise financière globale courante pourrait avoir été évitée si les finances et le système bancaire Islamiques avaient été en place au lieu de celui qui est conventionnel. Étant donné cet état d'affaires, ce rapport succinct vise à présenter le raisonnement derrière ces arguments et à expliquer comment les finances et le système bancaire Islamiques pourraient éviter ce que le système conventionnel courant avait affecté.

Le système bancaire conventionnel et la manifestation de la crise

Il est maintenant bien connu que la crise financière courante, qui a commencé aux États-Unis, ait causé par de grandes institutions financières prêtant l'argent aux emprunteurs risqués (secondaire-principaux) pour acheter les maisons. Ce faisant, ces établissements avaient violé la règle conventionnelle du prêt seulement à ceux qui ont la capacité de rembourser leurs prêts, ou aux

établissements avec une bonne réputation de solvabilité. Les banques ont pensé qu'il n'y a rien à s'inquiéter car les prix de logements étaient en hausse de sorte que, en cas de forclusions, ils réalisent encore le bénéfice en revendant les maisons. Ce scénario valait également pour les emprunteurs qui pouvaient toujours rembourser leur prêt après la vente de leurs maisons à des prix plus élevés.

Cependant, tout a commencé à aller mal quand les taux d'intérêt ont rebondi vers le haut en raison de l'augmentation sans précédent d'alimentation du monde et des prix de l'énergie qui a mené aux pressions inflationnistes. Le résultat était que les gens étaient plus disposés à acheter de nouvelles maisons et même ceux qui ont déjà acheté des maisons ne pourrait pas se permettre pour



rembourser leurs hypothèques. En fait, les emprunteurs à faible risque ou « principaux » même préféreraient se transférer sur leurs hypothèques car leurs maisons ont valu moins que les hypothèques. Avec la demande en baisse des maisons accompagnées d'un taux croissant de forclusions qui ont eu comme conséquence l'approvisionnement excessif en logement, les prix de logements ont commencé à tomber à un taux significatif. En conséquence, les banques et d'autres sociétés de prêt ont commencé à avoir des pénuries de fonds pour rembourser leurs dettes.

En fait, la débâcle sur le marché du logement des États-Unis pourrait être demeurée seulement comme crise d'hypothèque dans l'économie des États-Unis. Cependant, les rapports élevés des puissances et l'utilisation répandue des dérivés complexes hypothèques-basées sur le marché financier global ont poussé la crise à d'autres marchés financiers en dehors des États-Unis avec une portée plus large des contraintes de liquidité. Avant la manifestation de la crise, plusieurs de grands banques et institutions financiers avaient emprunté des montants considérables, et pour rembourser leurs dettes, elles se sont fondées la première fois fortement sur vendre des dettes d'hypothèque principales à d'autres sociétés d'investissement et fonds de couverture. Ce qui était plus mauvais, cependant, est que ces banques ont commencé à vendre les hypothèques « secondaire-principales » à d'autres agents financiers, qui, alternativement, les vendaient à d'autres sociétés d'investissement.

Au début, ils ont tous vendu les hypothèques des emprunteurs à faible risque, mais pendant qu'ils devenaient plus avides pour réaliser de plus en plus des bénéfices, ils ont commencé aussi bien à vendre les hypothèques à haut risque. Ils étaient si créateurs qu'ils aient produit les divers instruments dérivés qui se sont composés des prêts et des hypothèques avec différents niveaux de risque afin de servir tout genre d'investisseurs, à partir des risque-amoureux aux risque-opposés. Dans un tel arrangement, ceux qui sont disposés à prendre le plus bas risque ont été garantis par la première réclamation en cas de défaut ; ceux prenant des risques de niveau moyen ont été promis les prochains fonds disponibles ; et ceux avec le plus gros risque obtiendraient le reste. Les banques n'étaient plus inquiétées de leur dette qu'elles se sont vendue pendant que les risques étaient transférés aux dette-acheteurs.

En conséquence, le risque de crédit a écarté dans tout le système financier au moyen de ces dérivés - valeurs garanties par hypothèque et obligations résultant du service de la dette collateralisée.



Considérant que les risques étaient bas car les prix de logements étaient en augmentation, les compagnies d'assurance sont également devenues impliquées dans ce jeu, la dette des banques d'assurance et chargeant les primes de dette-acheteurs pour la dette d'hypothèque vendue par les banques. Ainsi, les dérivés hypothèque-basée reliaient alors un certain nombre de joueurs dans le système financier, qui tous ont été contents avec des bénéfices élevés. Par la suite, quand le secteur d'hypothèque a fait face à un rapport élevé des défauts et des banques comme d'autres prêteurs ont resté sans fonds pour rembourser leurs dettes, le ballon gonflé par l'argent factice venant des dérivés a finalement éclaté dans une crise de confiance produite par l'avarice et l'indulgence excessive.

Il s'est avéré que les banques ne pourraient même pas distinguer lesquels de leurs prêts étaient sûres, et alors le prêt interbancaire s'est arrêtée car les banques ne pourrait pas faire confiance à quelques fonds par rapport à d'autres fonds, suspectant qu'ils aient acheté l'argent factice. Comme les dérivés n'ont eu aucune valeur, les établissements en possession se sont avérés être insolvable. Les institutions financières ne pourraient pas trouver l'argent même pour leurs transactions ordinaires ou conditions à très court terme, ce qui a impliqué que le système était parmi une pénurie de liquidités menant à l'insolvabilité répandue. « Étant donné le rôle central joué sur le marché secondaire-principal des USA par les banques siégées aux États-Unis et l'Europe, il n'était pas étonnant qu'ils aient commencé à annoncer des pertes » (BRI, 2008, 5). Les plus grandes banques et les institutions financières aux États-Unis - Citibank, HSBC, Bear Sterne, et Merrill Lynch - et en Grande-Bretagne - Northern Rock, la Banque Royale de l'Ecosse, et la Banque de Barclay aussi bien qu'un certain nombre d'autres dans plusieurs pays européens ont eu des pertes massives.



L'Argument sur le Système Financier Conventionnel

Il est alors évident que les hypothèques non-performants pourraient encore être restés comme un problème du secteur bancaire et d'autres établissements hypothèque-connexes aux États-Unis. Cependant, l'abus de la titrisation sous forme de dérivés de crédit et du commerce de dette a aggravé le problème pour menacer le système financier en général, l'apportant au bord de l'effondrement. Le système financier global se repose trop sur les dérivés financiers qui dépendent principalement des transactions qui ne comportent pas des échanges de biens réels et/ou de services.



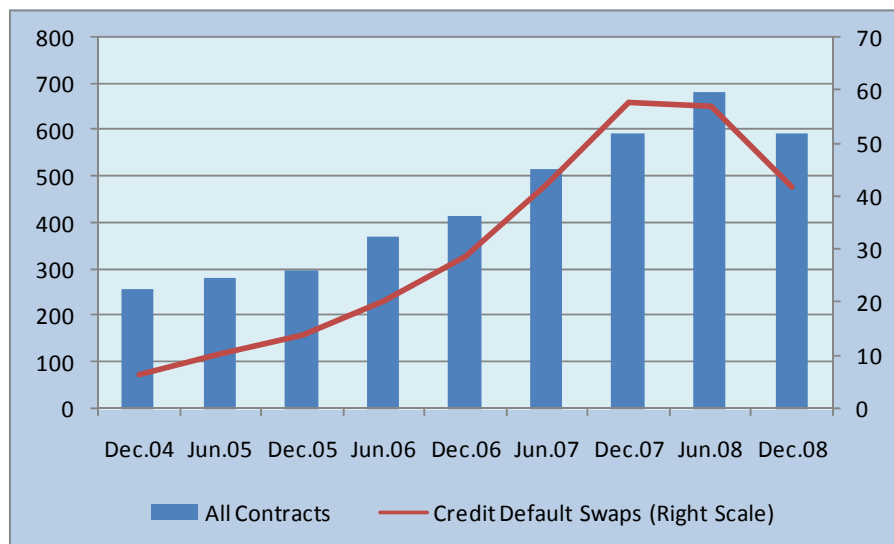
En fait, jusqu'à ce que la manifestation de la crise financière courante, la majeure partie des personnes ne se soient pas rendues compte de ces dérivés bien que ce genre d'instruments compose le plus grand marché financier dans le monde. En effet, les dérivés financiers n'ont aucune valeur intrinsèque ; ils sont

rien d'autre que des paris. Dans ce contexte, elle vaut mieux mentionner que R. Chapman était l'un des premiers économistes qui ont soulevé la question des impacts négatifs des implications des dérivés financiers bouillonnent quand il a discuté il y a une décennie que « le point que toutes les gens manque c'est que le fait d'acheter des dérivés n'est pas une investissement. Il est le fait de jouer, l'industrie du livre d'assurance et d'enjeux élevés. Les dérivés ne créent rien. » (Chapman, 1998).

Selon la Banque des Règlements Internationaux, toute la quantité notionnelle de contrats au comptant des dérivés (OTC) impayés était 592.0 trillions dollars des États-Unis en fin de décembre 2008 (Schéma 1), correspondant à presque 10 fois la valeur du Produit Intérieur Brut (PIB) de tous les pays dans le monde, qui est seulement environ 60 trillions dollars des États-Unis. La forme la plus largement commercée de dérivés de crédit, c.-à-d. le défaut de crédit permute (CDS), a augmenté de manière significative au cours des dernières années, et a atteint 58 trillions dollars des États-Unis en décembre 2007, correspondant à 105% du PIB mondial, bien que ce rapport ait été seulement 15% en décembre 2004. Ceci implique que les joueurs peuvent parier autant qu'ils veulent avec de l'argent qu'ils n'ont pas réellement, et c'est la place où l'augmentation énorme du risque se base (Brown, 2008).

Schéma 1 : Dérivés (OTC) au Comptant

(Montants à Recouvrer Notionnels, Trillion de Dollar US)



Source : Banque des Règlements Internationaux, Statistiques sur des dérivés.

Étant donné cet état de question, on l'accepte largement que la raison principale de la crise financière courante ait été l'enclenchement à niveau élevé dans des transactions nominales sans valeur réelle. Ceci implique que le système financier conventionnel a des interactions faibles avec l'économie réelle et, ainsi, fortement influencées par des transactions spéculatives sur le marché financier, indépendamment des conditions ou des tendances offre-demande réelles de production dans l'économie.

Naturellement, la crise financière globale courante n'est pas le premier et ne semble pas être le bout donné la structure courante de l'architecture financière globale. Comme Stiglitz (2003, 54) souligné, « ... des crises financières ou des proche-crisis internationales ont des événements réguliers devenus... Il devient plus rare pour un pays de ne pas avoir une crise que pour avoir un, et par quelques comptes, il y a eu 100 crises en 35 dernières années ».

Finances et Système Bancaire Islamiques : Une Alternative Potentielle

La crise financière globale courante est largement considérée comme la plus mauvaise depuis la deuxième guerre mondiale. Elle a sérieusement affecté un certain nombre d'établissements les plus réussis fonctionnant sur le marché financier international, incluant même certaines de ceux qui ont été considérés bien établis et « trop grands pour échouer ». Au contraire, les banques et les institutions financières Islamiques ont été légèrement abritées de la crise. En conséquence, étant donné que la crise courante a clairement révélé les faiblesses du système conventionnel, la résilience des établissements financiers Islamiques à l'agitation financière courante a mené beaucoup d'analystes, en particulier dans les pays en développement, pour venir à une conclusion que les finances et le système bancaire Islamiques pourraient fournir la solution aux faiblesses du système financier conventionnel et pourraient être une alternative faisable.



Les finances Islamiques exigent que les transactions financières doivent être en conformité avec la loi Islamique, Shari'a. En conséquence, ces transactions doivent être exemptes du *riba* (intérêt ou usure), *gharar* (incertitude), et du *maysir* (jeu). D'ailleurs, « des rapports d'affaires financières dans des opérations bancaires et des finances Islamiques sont guidées par l'objectif final de réaliser les idéaux

de la justice équitable où la priorité est accordée au financement équité-basé plutôt que le financement dette-basé » (Kassim et Majid, 2009).

Étant donné qu'assurer la justice dans la société humaine est l'un des principes centraux de l'Islam, son accomplissement dans des transactions financières exige que les institutions financières devraient également partager le bénéfice comme la perte pour ne pas décaler le fardeau entier des pertes à l'entrepreneur (Chapra, 2008, 14). Dans cet arrangement, les institutions financières doivent évaluer les risques plus avec précaution et surveiller plus effectivement l'utilisation des fonds par les emprunteurs. Ceci implique que le prêteur (banque), agissant en tant qu'agent pour l'emprunteur, a des informations complètes sur la façon dont l'emprunteur emploie le prêt, laissant aucune possibilité pour l'information asymétrique.

Au contraire, le processus du prêt dans le système bancaire conventionnel est sujet au problème d'information asymétrique et de risque subjectif. Les emprunteurs savent typiquement plus au sujet de leurs propres affaires que les prêteurs. Pendant que les emprunteurs sont en mesure pour cacher l'information des banques, ils peuvent facilement employer les prêts pour d'autres buts qu'ils ont spécifié sur l'accord, posant le risque inconnu sur les banques par mal-rapporter leurs flux de revenu; une question qui n'a pas été considérée sérieusement par les banques insouciantes aux États-Unis avant la crise d'hypothèque.

D'une part, le système financier Islamique ne permet pas la création de la dette par le prêt direct et/ou l'emprunt. Il exige plutôt la création de la dette par la vente ou le bail « des biens corporels » par de divers modes Shari'a- conformes de ventes et louer-basé ou les instruments du financement tels que le murabahah, l'ijarah, le salam, l'istisna et le sukuk. Le but est d'aider des individus aussi bien que des sociétés à acheter des biens réels de besoin urgent et services considérant actuellement leur capacité de rembourser à un temps postérieur. Dans ce contexte, il vaut mieux mentionner que le système financier Islamique a certaines conditions qui aideraient à empêcher l'expansion excessive de la dette, qui, selon (Chapra, 2008, 15-16), peut être récapitulé comme:

- Les capitaux qui sont vendus ou loués doivent être réels, et non imaginaires ou notionnels;

- Le vendeur doit posséder les marchandises étant vendues ou louées;
- La transaction doit être une transaction commerciale véritable avec la pleine intention de donner et de prendre la livraison ; et
- La dette ne peut pas être vendue et l'associé de risque avec elle ne peut pas être transféré ainsi à quelqu'un d'autre. Elle doit être soutenue par le créancier lui-même.

Dans ces conditions, il est clair que la force de l'économie Islamique soit basée sur le fait que les instruments Shari'a- conformes sont basés sur de sciences économiques réelles plutôt que des spéculations et d'autres pratiques faux. Une fois que les dettes sont plus commercées, le marché financier ne peut pas être étiré au delà de ce que l'économie réelle peut soutenir. Ainsi, l'élimination des dérivés et de leurs transactions qui sont fondamentalement spéculatifs et n'ajoutent pas la valeur à l'économie réelle évite la réaction en chaîne de n'importe quel échec de dette, qui était une cause primaire de l'effondrement des institutions financiers importants lors de la crise financière courante. En conséquence, l'absence de toutes ces conditions était en effet parmi les raisons principales qui ont contribué à la crise financière courante. C'est pourquoi beaucoup d'experts et d'analystes sont venus pour soutenir la mise en œuvre des principes des finances Islamiques.

Après avoir fait face aux menaces de la crise financière globale, un certain nombre de banques à travers le monde maintenant accumulent leurs unités Islamiques de finances, se branchant sur une industrie naissante prévue à \$700 milliards à \$1 trillions dans la taille de capitaux et se développent annuellement par 15 à 20 pour cent (Reuters, 2009). Aujourd'hui, les investissements par les systèmes Islamiques de finances sont acceptables dans un nombre significatif de pays - Islamiques et d'autres- tel que l'Indonésie, la Malaisie, la Turquie, le Japon, la Chine, l'Angleterre, et les États-Unis, et continuent à augmenter dans beaucoup d'autres pays comme alternative ou complémentaire au système bancaire conventionnel et financier. Comme Wilson (2009) discutait « les opérations bancaires Islamiques fournissent une alternative viable aux opérations bancaires conventionnelles et sont moins de cycle enclin. La diffusion des finances Islamiques dans les marchés occidentaux démontre qu'elle est maintenant traitée sérieusement par des régulateurs et des ministères de finances. »

Références

BIS, (2008, June 30). *78th Annual Report*, Bank for International Settlements, Basel.

BIS (2009), *Statistics on Derivatives*, Bank for International Settlements, [www.bis.org].

Brown, E., (2008, September 18). “It’s the derivatives, stupid! Why Fannie, Freddie and AIG all had to be bailed out”, [www.webofdebt.com]

Chapman, R., (1998). “The Derivative Mess”, [http://www.usagold.com/derivativeschapman.html].

Chapra, M.U., (2008), “The Global Financial Crisis: Can Islamic Finance Help Minimize the Severity and Frequency of such a Crisis in the Future?”, A paper presented at the Forum on the Global Financial Crisis at the Islamic Development Bank on 25 October 2008.

Kassim, S.H., and M.S.A. Majid (2009, March 11), “Islamic Finance: A Growing Industry: The Proliferation of Interest-free Finance”, IslamOnline.net.

Reuters (2009, April 16), “UBS sees growth in Islamic finance” [www.reuters.com].

Stiglitz, J., (2003). “Dealing with Debt: How to Reform the Global Financial System”, *Harvard International Review*, Spring.

Wilson, R., (2009, February 15), “Why Islamic Banking Is Successful? Islamic Banks Are Unscathed Despite of Financial Crisis”, IslamOnline.net.